



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ FINANCIER

Cent trente-neuvième session

Rome, 30 mai – 1^{er} juin 2011

**Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM
pour l'exercice biennal 2010-2011**

Prière d'adresser toute question relative à la teneur du document à:

M. Sean O'Brien

Directeur financier adjoint et Directeur, RMB

Programme alimentaire mondial

Tél: +3906 6513 2682

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. Les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

- Ce cinquième rapport sur le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 fait un tour d'horizon des modifications apportées au programme de travail depuis l'approbation du budget de l'exercice biennal, en rendant compte de manière plus détaillée de celles qui sont intervenues depuis le précédent rapport. Le montant total du programme de travail présenté s'élève à 12,0 milliards de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2010-2011.
- Le présent rapport expose les changements apportés au programme de travail du PAM, donne une vue générale du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes pour 2011, et fait le point sur les dispositions prises par le PAM en matière de couverture du risque de change ainsi que sur le niveau projeté des ressources et le recours aux mécanismes de préfinancement et aux ressources extrabudgétaires.
- Ce rapport décrit les mesures prises par le PAM pour améliorer la qualité des produits alimentaires et la nutrition en fusionnant les unités chargées des technologies alimentaires et de la nutrition et en les plaçant sous la houlette d'un Sous-Secrétaire général du PAM.

ORIENTATIONS DEMANDÉES AU COMITÉ FINANCIER DE LA FAO

- Le Comité financier est invité à examiner le document intitulé "Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011", et à l'avaliser en vue de sa présentation pour information au Conseil d'administration.

Projet d'avis

Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO prend note du document intitulé "Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011".

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 6 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/6-G/1
10 mai 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

CINQUIÈME RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DU PAM POUR L'EXERCICE BIENNAL 2010-2011

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice exécutive adjointe et Directrice financière, RM*:	Mme G. Casar	tél.: 066513-2885
---	--------------	-------------------

Directeur financier adjoint et Directeur, RMB**:	M. S. O'Brien	tél.: 066513-2682
---	---------------	-------------------

Chef, RMBB***:	M. J. Crisci	tél.: 066513-2704
----------------	--------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RÉSUMÉ

Ce cinquième rapport sur le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 fait un tour d'horizon des modifications apportées au programme de travail depuis l'approbation du budget de l'exercice biennal, en rendant compte de manière plus détaillée de celles qui sont intervenues depuis le précédent rapport. Le montant total du programme de travail présenté s'élève à 12,0 milliards de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2010-2011.

Ce document présente une analyse approfondie des répercussions de l'évolution des prix des produits alimentaires et de l'énergie pour le budget du PAM, donne une vue générale du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes et de ses composantes pour 2011, et fait le point sur les dispositions prises par le PAM en matière de couverture du risque de change ainsi que sur le niveau projeté des ressources et le recours aux mécanismes de préfinancement et aux ressources extrabudgétaires.

PROJET DE DÉCISION*

Après avoir examiné le document intitulé "Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011" (WFP/EB.A/2011/6-G/1), le Conseil prend note du niveau projeté du programme de travail, soit 12,0 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011, hors provision pour besoins imprévus.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Lors de l'approbation du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011, le Secrétariat a réaffirmé qu'il s'engageait à faire régulièrement le point sur sa mise en œuvre. Ce cinquième et dernier rapport présenté pour l'exercice biennal 2010-2011 contient les renseignements disponibles en mars 2011.
2. Le prochain Plan de gestion du PAM sera présenté au Conseil pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2011.

GÉNÉRALITÉ

3. Initialement, le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 définissait un programme de travail pour cette période dont le montant total se chiffrait à 8,95 milliards de dollars (4,6 milliards de dollars pour 2010 et 4,35 milliards de dollars pour 2011), hors provision pour faire face à de nouvelles situations d'urgence humanitaire et d'autres besoins imprévus ou à une nouvelle hausse des prix des denrées et des carburants. Depuis l'approbation de ce plan à la deuxième session ordinaire de 2009, le Secrétariat a régulièrement présenté au Conseil à chacune de ses sessions un point sur sa mise en œuvre.
4. Le programme de travail est établi à partir des projets conçus en prenant en considération les conclusions des évaluations, en collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires. Il s'agit d'un plan d'intervention établi en fonction des besoins qui équivaient à un appel à la mobilisation des ressources fondé principalement sur les besoins¹. Le niveau effectif des activités opérationnelles dépend entièrement des contributions reçues pour la période.
5. En application du Statut du PAM, le programme de travail proposé couvre l'ensemble des besoins opérationnels, y compris le montant requis au titre des coûts d'appui indirects (CAI). Les politiques financières, les processus opératoires et les contrôles mis en œuvre par le PAM garantissent que les dépenses n'excèdent pas le niveau des ressources mises à disposition par les donateurs.
6. Depuis l'approbation du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2010-2011, le programme de travail de 2010 a augmenté de 2,2 milliards de dollars. Les nouveaux besoins consécutifs au séisme en Haïti, aux inondations au Pakistan et à la sécheresse dans la région du Sahel et dans la Corne de l'Afrique ont représenté 84 pour cent de cette augmentation². On trouvera à l'annexe I un récapitulatif de l'évolution du programme de travail de 2010 depuis l'approbation du Plan de gestion pour l'exercice biennal. L'annexe II présente en outre une analyse des besoins imprévus pour l'exercice 2010-2011 et une comparaison avec la situation des exercices antérieurs.
7. L'annexe III propose une vue d'ensemble de toutes les révisions du programme de travail de 2011 intervenues depuis la présentation du dernier rapport, comme l'a demandé le Conseil à sa première session ordinaire de 2011.
8. On trouvera à l'annexe IV un glossaire des termes employés dans le présent document.

¹ Conformément à l'article II.2 du Règlement général, le programme de travail est fondé sur une évaluation des besoins, sauf pour les activités de développement.

² WFP/EB.1/2011/5-A/1, paragraphe 7.

APERÇU DU BUDGET OPÉRATIONNEL DE L'EXERCICE BIENNAL

9. Depuis le dernier Rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion, le programme de travail du PAM pour 2010-2011³ a augmenté de 189,6 millions de dollars en valeur nette, ce qui correspond à une baisse de 3,1 million de dollars pour 2010 et une augmentation de 192,7 millions de dollars pour 2011. Au total, le programme de travail pour 2010-2011 s'établit désormais à 12,0 milliards de dollars, dont 6,8 milliards de dollars pour 2010 et 5,2 milliards de dollars pour 2011.

Modifications du programme de travail de 2011 depuis la quatrième mise à jour

10. Comme le montre le tableau 1, selon l'actualisation la plus récente du programme de travail pour 2011, celui-ci s'établit à 5,2 milliards de dollars, ce qui correspond à une augmentation nette de 192,7 millions de dollars depuis la quatrième mise à jour, les besoins ayant baissé dans 13 pays (de 104,2 millions de dollars au total) et augmenté dans 40 pays (de 296,9 millions de dollars au total).

TABLEAU 1: PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE 2011 DEPUIS LA QUATRIÈME MISE À JOUR (en millions de dollars)	
Programme de travail de 2011 tel qu'indiqué dans la quatrième mise à jour	5 014,4
<i>Principales baisses depuis la quatrième mise à jour</i>	
Soudan	- 86,9
Ouganda	- 4,6
Autres	- 12,7
Total partiel, principales baisses pour 2011	- 104,3
<i>Principales augmentations depuis la quatrième mise à jour</i>	
Haïti	50,4
Situation d'urgence en Afrique du Nord	39,4
Libéria et Côte d'Ivoire	39,0
Pakistan	21,9
Éthiopie	14,4
Niger	13,9
Autres	117,9
Total partiel, principales augmentations pour 2011	296,4
Accroissement net du programme de travail de 2011 (voir annexe III)	192,7
Programme de travail pour 2011, après révision	5 207,1

³ Le programme de travail équivaut à un appel à la mobilisation des ressources requises en fonction des besoins; le niveau effectif des activités opérationnelles dépend des contributions reçues pour la période concernée.

11. Les sections ci-dessous expliquent les principales augmentations et baisses du programme de travail depuis la dernière mise à jour. On trouvera à l'annexe III un récapitulatif des budgets de projet et des révisions budgétaires approuvés depuis la parution du quatrième rapport.

⇒ *Principales baisses intervenues depuis la quatrième mise à jour*

12. **Soudan.** Alors que les besoins opérationnels ont augmenté durant l'exercice, le Bureau régional du PAM au Soudan, après un examen minutieux de ses coûts d'appui aux opérations, a pu réduire les coûts d'appui directs et les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) à hauteur de 81,2 millions de dollars, comme indiqué dans les précédents rapports. De plus, le volume du programme de travail pour le Soudan a baissé de 86,9 millions de dollars depuis la dernière mise à jour. Du fait des signes annonciateurs d'une bonne récolte accompagnée d'une amélioration de la sécurité alimentaire, les besoins de l'opération d'urgence ont été réduits de 98 000 tonnes à la suite de l'évaluation annuelle des besoins et des moyens de subsistance et des missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires récemment effectuées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM. Compte tenu de ces informations, la durée des distributions générales de vivres en faveur de 634 000 habitants du Sud-Soudan a été ramenée de cinq à quatre mois. La réduction de la quantité distribuée et des coûts associés a diminué de 109,8 millions de dollars le montant des besoins de l'opération d'urgence.
13. À la suite de l'évaluation positive du programme 2010 de bons d'alimentation, la révision budgétaire de l'opération d'urgence prévoit de faire passer le nombre de bénéficiaires de 200 000 à 732 000, soit un coût de 33,4 millions de dollars.
14. Le programme de travail révisé de 2011 pour le Soudan prévoit une nouvelle opération spéciale concernant la construction de voies d'accès au Sud-Soudan après le conflit, d'un coût de 22,9 millions de dollars, en vue de réduire les coûts de transport et de livrer l'aide alimentaire efficacement et rapidement.
15. **Ouganda.** Du fait des récoltes plus abondantes que la moyenne, enregistrées dans le Karamoja et les régions voisines, les besoins opérationnels de l'IPSR, qui incluait des distributions générales de vivres en faveur de 100 000 personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda, ont diminué de 4,6 millions de dollars. Ces bonnes récoltes et l'état très satisfaisant des parcours à la fin de 2010 se sont traduits par l'amélioration des disponibilités et de l'accessibilité alimentaire pour la plupart des ménages du Karamoja.

⇒ *Autres*

16. En 2011, les besoins ont également été revus à la baisse dans 11 autres pays, notamment le Cameroun, la Guinée-Bissau et le Rwanda, ce qui se traduit par une économie de 12,7 millions de dollars. On trouvera à l'annexe III une liste des baisses prises en compte dans le programme de travail de 2011.

⇒ *Principales augmentations intervenues depuis la quatrième mise à jour*

17. **Haïti.** L'opération d'urgence a été prolongée jusqu'en mars 2011 pour que sa fin coïncide avec le passage à l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) qui sera exécutée d'avril 2011 à décembre 2012. Le PAM viendra en aide à 1,4 million de bénéficiaires pendant cette période, pour un coût de 21,5 millions de dollars. Les besoins supplémentaires, dont la valeur est estimée à 11,7 millions de dollars pour 2011, ont été pris en compte dans l'IPSR de manière à poursuivre les activités démarrées dans le cadre de l'opération d'urgence.

18. Des besoins supplémentaires représentant 13,5 millions de dollars pour le plan d'intervention logistique et le module des télécommunications d'urgence sont prévus dans le programme de travail de 2011 révisé pour Haïti.
19. L'opération spéciale concernant les services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies a été prolongée jusqu'en mars 2011, ce qui entraîne un surcoût de 3,7 millions de dollars.
20. **Région Afrique du Nord.** Suite à l'évolution de la situation politique en Égypte et en Tunisie ainsi qu'à la crise humanitaire déclenchée par le soulèvement en Libye, le PAM apporte une aide alimentaire à 1 million de personnes déplacées et vulnérables dans le cadre d'une opération d'urgence régionale initialement lancée de mars à mai 2011 pour faire face aux problèmes alimentaires en fournissant 35 166 tonnes d'aliments, d'une valeur de 39,4 millions de dollars.
21. **Libéria et Côte d'Ivoire.** Pour venir en aide à 125 000 personnes déplacées à l'ouest, au centre et au nord du pays ainsi que dans la région d'Abidjan, des distributions générales de vivres ont démarré dans le cadre d'une opération d'urgence d'une durée de six mois; au total, 9 879 tonnes de produits alimentaires seront distribuées, pour un coût supplémentaire de 6,5 millions de dollars, afin de pallier les répercussions des troubles.
22. La crise politique ivoirienne a entraîné un afflux de réfugiés au Libéria. Après avoir lancé sur le champ une opération d'urgence pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, le PAM prolonge son assistance jusqu'en décembre 2011 pour faire face aux besoins de 186 000 bénéficiaires en fournissant 24 429 tonnes de produits alimentaires, pour un coût supplémentaire de 32,5 millions de dollars.
23. **Pakistan.** Le programme de pays ayant été prorogé jusqu'en juin 2011, 3 000 tonnes de produits alimentaires ont été mises à disposition, pour un coût supplémentaire de 3,8 millions de dollars, afin de compenser les mois durant lesquels les activités de secours ont été privilégiées à la suite des inondations et pour faciliter la transition vers des activités de relèvement rapide dans les zones touchées par les inondations et le conflit.
24. En raison du nombre d'organisations qui font actuellement appel aux plates-formes de services humanitaires communs pour la logistique et les communications et à la demande de l'équipe chargée de l'aide humanitaire dans le pays, le PAM prolonge l'opération spéciale jusqu'à la fin de juillet 2011, pour un coût supplémentaire de 18,1 million de dollars. Cette opération va contribuer à la création de trois plates-formes permanentes qui permettront d'appuyer la constitution de stocks d'urgence et le renforcement des moyens de secours de l'Agence nationale de gestion des catastrophes et des organismes humanitaires, tout en facilitant le transfert des responsabilités.
25. **Éthiopie.** À la demande du Ministère de l'éducation, qui souhaitait voir le PAM développer des activités Vivres pour l'éducation dans les régions Afar et Somali, le PAM vient en aide à 188 000 enfants de plus dans le cadre de cette composante du programme de pays. Après révision, les besoins jusqu'en décembre 2011 s'établissent à 10 987 tonnes de produits alimentaires de plus, soit un coût supplémentaire de 14,4 millions de dollars.
26. **Niger.** Une nouvelle IPSR a démarré en avril 2011 pour prévenir la dégradation de l'état nutritionnel de 1,1 million de personnes vulnérables, le coût étant de 13,9 millions de dollars pour 2011. Cette IPSR, qui a pour objet de réduire durablement la malnutrition, de rétablir les moyens de subsistance après la crise de 2010 et de renforcer les capacités nationales, prévoit des activités de supplémentation alimentaire générale et ciblée en faveur des jeunes enfants, moyennant la distribution de 18 700 tonnes de produits alimentaires de

plus en 2011, ainsi que des activités Vivres contre travail et Espèces contre travail en vue de remettre en état et de reconstituer les moyens de subsistance.

⇒ *Autres*

27. En 2011, les besoins ont également été revus à la hausse pour 33 autres pays, notamment l'Afghanistan, l'Iraq et le Sri Lanka, ce qui représente un surcoût de 117,9 millions de dollars. On trouvera à l'annexe III une liste des augmentations prises en compte dans le programme de travail de 2011.

⇒ *Programmes de transferts monétaires et de bons*

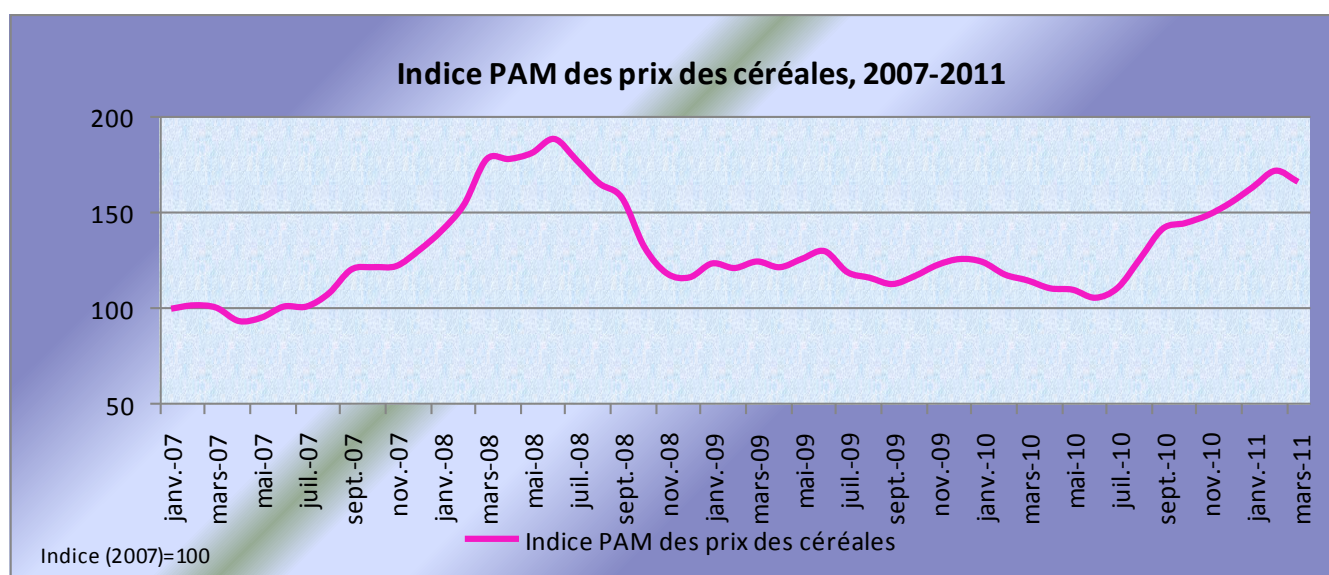
28. Dans le Plan de gestion initial, le montant projeté pour les transferts monétaires et les bons était de 300,4 millions de dollars. Le PAM a exécuté en 2010 des programmes de transferts monétaires et de bons dans 25 pays, pour un coût de 139,0 millions de dollars, et il a approuvé en 2011 des projets dans 27 pays, pour un coût estimé à 154,5 millions de dollars.
29. Depuis la dernière révision du Plan de gestion, le PAM a approuvé d'autres interventions appuyées par des transferts monétaires d'un montant de 74,6 millions de dollars dans huit pays de plus, dont Haïti, le Soudan et la Zambie.
30. Le nombre de bénéficiaires, compris entre 2 000 personnes en République démocratique populaire lao et 1,3 million au Pakistan, s'établit en moyenne à 60 000 par pays. Les interventions de grande ampleur sont notamment celles en faveur d'Haïti (34 millions de dollars), du Soudan (en cours de mise en place, coût évalué à 24 millions de dollars) et du Pakistan (21 millions de dollars).

RÉPERCUSSIONS DE L'ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES CARBURANTS SUR LE BUDGET DU PAM

31. Le PAM a établi en 2008 des indices des prix des céréales et des carburants afin de déterminer les répercussions sur son budget de la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants constatée sur les marchés. Le Secrétariat a tenu le Conseil informé de l'évolution de cet indice tout au long de l'exercice biennal 2010-2011.

Indice PAM des prix des céréales

32. L'indice PAM des prix des céréales, établi à l'aide de la base de données internationale de la FAO sur les produits de base, surveille les variations des prix de quatre des principales céréales qui composent l'assortiment alimentaire distribué par le PAM, à savoir le riz, le maïs, le blé et le sorgho.
33. Les prix des céréales ne cessent de monter depuis le milieu de 2010 et, bien que l'indice des prix des céréales ait reculé de 3 pour cent en mars 2011, il se situe actuellement 12 pour cent à peine au-dessous de son niveau record de juin 2008. Les prix du blé ont fléchi en mars 2011 en raison de l'amélioration de perspectives mondiales pour la production de blé mais les marchés céréaliers demeurent globalement instables, une légère hausse des prix du maïs étant à noter.



Répercussions des prix des denrées sur le budget du PAM

34. Le PAM revoit périodiquement les prévisions concernant les besoins de produits alimentaires pour 2011 en fonction des cours en vigueur sur les marchés. Le Secrétariat a présenté ses conclusions au Conseil lors de sa première session ordinaire de 2011, en indiquant que les budgets afférents aux produits alimentaires étaient en augmentation en raison de la hausse des cours internationaux.
35. Depuis lors, le budget du PAM consacré aux produits alimentaires a légèrement diminué sous l'effet de la baisse des prix du blé et du riz. Ce recul est également imputable en partie à un repli des prix des produits alimentaires autres que les céréales enregistrés sur les marchés.
36. Pour atténuer le plus possible l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur son budget, le PAM:
 - est en quête de nouveaux marchés pour ses achats de produits alimentaires;
 - a recours aux achats locaux et régionaux, qui sont plus économiques pour lui;
 - utilise le mécanisme d'achat anticipé pour profiter de la conjoncture favorable des marchés; et
 - cherche à conclure de nouveaux accords avec les gouvernements pour acheter des aliments destinés à l'aide humanitaire à des prix inférieurs à leur valeur marchande.

Suivi des pays très vulnérables en cas d'instabilité des cours mondiaux des denrées alimentaires

37. L'évolution récente des marchés des produits alimentaires montre que, sous l'effet des crises alimentaires, énergétique et financière de 2007-2008, les prix des céréales ont atteint de tels niveaux qu'ils ne reviendront très probablement pas à ce qu'ils étaient avant la crise⁴. Les principaux facteurs d'instabilité des cours mondiaux des produits alimentaires sont les suivants:

- la raréfaction des terres productives; nécessité de procéder à des investissements substantiels, en particulier en Afrique, pour remettre en état les infrastructures et les réseaux de télécommunication;
- les conflits dans les pays producteurs potentiels, qui expliquent en grande partie les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la sécurité alimentaire;
- la présence de gros investisseurs institutionnels sur les marchés à terme;
- la suppression des politiques de stabilisation et la diminution des stocks publics de céréales alimentaires;
- la recrudescence de phénomènes climatiques extrêmes découlant du changement climatique; et
- la diffusion des chocs internationaux en raison de l'intégration des marchés; cette intégration présente l'inconvénient de permettre à l'instabilité de se répandre à l'échelle internationale et aux chocs de se propager sur tous les marchés nationaux.

38. Le PAM a recensé les pays dont les caractéristiques de la sécurité alimentaire vont probablement se modifier radicalement en s'appuyant sur un indice de l'insécurité économique et alimentaire. Les pays où la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants fait courir le plus de risques présentent les caractéristiques suivantes:

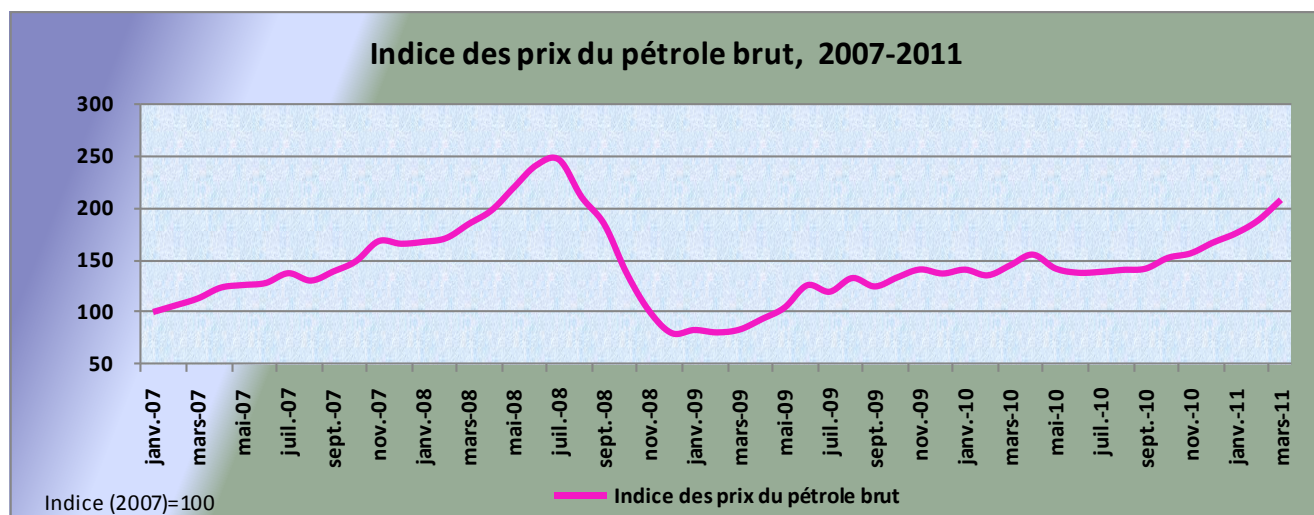
- ils dépendent des importations de produits alimentaires et de pétrole;
- ils sont fortement tributaires des importations de céréales;
- ils subissent déjà de fortes pressions inflationnistes;
- leur balance courante exprimée en pourcentage du produit national brut est fortement déficitaire;
- leurs réserves de change sont faibles; et
- leur monnaie subit des fluctuations face au dollar des États-Unis.

39. Sur les 143 pays examinés, 40 nécessitent un suivi des répercussions des fluctuations de prix des produits alimentaires et des carburants; le PAM et ses partenaires ont développé leur système de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire dans plusieurs bureaux de pays.

L'indice des prix des carburants

40. Le PAM suit l'évolution des prix des carburants à l'aide d'un indice qui repose sur les prix à terme du pétrole brut Brent. Le Secrétariat a tenu le Conseil informé des évolutions significatives de cet indice tout au long de l'exercice biennal, notamment parce que les coûts de transport sont un élément important du coût global des opérations du PAM.

⁴ WFP Market Monitor, avril 2011.



41. Comme l'indique le graphique, l'indice a progressé de 10 pour cent depuis la dernière mise à jour, une évolution qui découle de la nouvelle politique dans certains pays, en particulier en Afrique du Nord; il est actuellement inférieur de 16 pour cent à son niveau record de juillet 2008. Cet accroissement récent ne devrait guère pousser à la hausse les coûts de TTEM.
42. Cette augmentation n'a jusqu'à présent pas eu d'incidence marquante sur le budget de transport extérieur et de transport terrestre du PAM.

NIVEAU DE RESSOURCES PROJÉTÉ

43. Le Plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 tablait sur des recettes d'un montant de 7,5 milliards de dollars, qui devaient permettre de générer 476 millions de dollars au titre des CAI. En 2010, le PAM a indiqué qu'il avait reçu des contributions d'un montant total de 3,81 milliards de dollars versées par 79 gouvernements donateurs et de sept autres sources de financement.
44. Les prévisions de recettes du PAM pour 2011 se situent à 3,5 milliards de dollars, alors que ses besoins sont actuellement évalués à 5,2 milliards de dollars. Pour mobiliser l'appui financier requis et venir en aide à un plus grand nombre de personnes vulnérables, le PAM continuera d'inciter les gouvernements et le secteur privé à participer au développement des contributions flexibles pluriannuelles, les nouveaux modes de financement et les accords de couplage.

Principaux aspects de la mobilisation des ressources en 2011

45. Le couplage peut nettement amplifier l'impact des ressources existantes et permet souvent de tripler le niveau de l'assistance apportée aux populations vulnérables. Aux termes d'un accord de couplage, le PAM apparie les fonds provenant d'un donateur et des contributions en nature et fait appel au gouvernement hôte et aux nouveaux donateurs. À l'heure actuelle, le PAM est à la recherche d'une contribution monétaire pour la coupler à 350 000 tonnes de produits alimentaires reçus en nature.
46. Pour 2011, l'une des toutes premières priorités est d'assurer un financement souple et prévisible pour atténuer les risques encourus par le PAM et rationaliser les coûts et les opérations. Pour accroître sa base de ressources, le PAM collabore avec les donateurs afin de mettre en place des arrangements pluriannuels; l'Australie, par exemple, s'est engagée sur quatre ans dans le cadre d'un accord de partenariat stratégique avec le PAM. D'autres

accords pluriannuels ont été signés en 2010 avec le Canada, le Luxembourg, la Fédération de Russie et les États-Unis. Ces accords pluriannuels ont représenté 4 pour cent des contributions reçues par le PAM en 2010.

47. Le PAM diversifie ses donateurs en faisant notamment appel aux gouvernements hôtes et aux économies émergentes, et il cherche à mobiliser des fonds auprès de sources multidonateurs, par exemple le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, les fonds communs pour les interventions humanitaires et le Fonds pour la consolidation de la paix. Il étudie par ailleurs la possibilité de faire appel à de nouvelles sources de financement en s'adressant aux pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques⁵.

MÉCANISMES DE PRÉFINANCEMENT

Compte d'intervention immédiate

48. Entre décembre 2010 et le 15 mars 2011, le Compte d'intervention immédiate a servi à financer 33 interventions pour un montant de 62,1 millions de dollars. Au cours de la même période, les donateurs ont apporté 26 millions de dollars pour reconstituer ce compte; 24,8 millions de dollars ont été remboursés au titre des projets.
49. Sur le montant total débloqué, 91 pour cent ont été avancés à des opérations d'urgence, des IPSR et des opérations spéciales pour: i) financer les besoins initiaux d'opérations d'urgence; ii) éviter toute rupture de la filière d'approvisionnement et prépositionner des vivres dans des situations où des vies étaient menacées; iii) accroître les moyens logistiques dans des situations d'urgence. Les 9 pour cent restants ont été affectés à des situations d'urgence soudaines et à la planification préalable des crises.
50. Le Compte d'intervention immédiate a permis de financer des interventions dans les situations d'urgence telles que la crise que connaît la Libye, où le PAM a pu débloquer un montant de 13,6 millions de dollars pour fournir une aide alimentaire aux populations les plus vulnérables.

Mécanisme de financement anticipé

⇒ *Préfinancement traditionnel*

51. Entre décembre 2010 et le 15 mars 2011, des avances d'un montant total de 75,9 millions de dollars ont été approuvées au titre du mécanisme de financement anticipé en faveur de 16 opérations. Soixante-deux pour cent de ces avances étaient destinées à des opérations d'urgence, 26 pour cent à des IPSR, 3 pour cent à des opérations spéciales et 8 pour cent à des projets de développement, des programmes de pays et des services institutionnels.
52. Depuis le début de 2011, un montant de 53,1 millions de dollars a été avancé aux bureaux du PAM au Kenya et en Éthiopie pour éviter des ruptures de la filière d'approvisionnement. Une avance de 29 millions de dollars accordée au bureau du PAM au Soudan a permis d'éviter une rupture de la filière d'approvisionnement et de raccourcir le délai d'achat et d'expédition des produits alimentaires dans le cadre de certains projets. L'opération d'urgence au Pakistan a reçu une avance de 14 millions de dollars pour empêcher toute perturbation des opérations et maintenir les rations au niveau prévu.

⁵ Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

⇒ *Mécanisme d'achat anticipé*

53. Le PAM a entrepris d'acheter 18 000 tonnes de céréales et d'articles non alimentaires par le biais du mécanisme d'achat anticipé en faisant appel au mécanisme de financement anticipé ainsi qu'aux fonds de l'Agence canadienne de développement international. La cargaison est destinée au couloir de Mombasa, à partir duquel elle sera utilisée dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs.
54. Le PAM élabore actuellement une stratégie qui permettra de tirer le meilleur parti de ce mécanisme et de s'assurer que les denrées achetées correspondent aux besoins opérationnels, mais également au niveau prévu des recettes, le but étant d'atténuer le plus possible les risques.
55. Les nouvelles caractéristiques proposées sont notamment l'adoption d'une méthode globale pour remplacer le système consistant à répondre aux besoins au niveau des bureaux régionaux et l'abandon de la formule qui consiste à partir de la demande pour planifier les achats, pour privilégier des examens périodiques prenant en compte les prévisions relatives aux besoins et aux recettes des opérations, par couloir logistique donné. Ce système servira à acheter les principales denrées qui composent l'assortiment alimentaire du PAM, y compris les produits enrichis à des fins nutritionnelles.

GESTION DES COÛTS D'APPUI INDIRECTS

Amélioration de la qualité des aliments et de la nutrition au PAM

56. Le PAM a développé ses connaissances et ses structures de contrôle en ce qui concerne la qualité, la sécurité sanitaire et la composition de son assortiment alimentaire. Il s'agit là d'une activité particulièrement cruciale dans un monde où les filières d'approvisionnement en produits alimentaires sont de plus en plus menacées de contamination par des additifs illicites tels que la mélanine et des toxines d'origine naturelle telles que les aflatoxines. Le PAM participe en outre aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour que tous les programmes de lutte contre la faim et la malnutrition distribuent au moment opportun des aliments adaptés à ceux qui en ont besoin. Sont tout particulièrement concernés les groupes extrêmement vulnérables, notamment les enfants pendant les 1 000 jours cruciaux qui s'écoulent entre leur conception et l'âge de 2 ans ou les personnes vivant avec le VIH.
57. Aucun autre organisme humanitaire au monde n'est plus au fait de cette question que le PAM, l'un des principaux pourvoyeurs d'assistance alimentaire en faveur de groupes vulnérables divers, une mission dont il s'acquitte dans les situations les plus difficiles. Il est indispensable que le PAM soit doté des compétences de direction et des infrastructures requises pour mener à bien cette tâche au meilleur coût, en s'assurant que les pertes économiques et les risques pour sa réputation sont réduits au minimum, que ses bénéficiaires sont à l'abri des aliments dangereux et que l'impact nutritionnel de chacun des 40 milliards de repas qu'il distribue chaque année est aussi élevé que possible. Lorsque l'on fait appel à des milliers de fournisseurs de produits alimentaires répartis dans plus de 80 pays, il est particulièrement essentiel d'appliquer des normes et des contrôles rigoureux.
58. Ces dernières années, le PAM a intensifié son action dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière d'approvisionnement moyennant la sélection des fournisseurs et des tests des produits alimentaires sur les sites, mais aussi en assurant la qualité de l'entreposage et de la manutention. Pour s'acquitter de ces fonctions élargies, l'Unité chargée de la sécurité sanitaire et de l'assurance qualité des aliments créée en 2009 a pour mission d'améliorer l'enrichissement, la transformation, la production, la qualité et

la sécurité sanitaire des aliments ainsi que pour assurer une meilleure maîtrise des pertes. Sur le front de la nutrition, en deux ans, le PAM a multiplié par 50 l'utilisation de produits de supplémentation ciblés, mais il reste encore beaucoup à faire pour que les groupes vulnérables bénéficient des aliments adaptés dont ils ont besoin.

59. Jusqu'à présent, plusieurs divisions de départements différents s'occupent de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments ainsi que des aspects nutritionnels. Pour répondre à des besoins en constante augmentation, diminuer les risques et améliorer l'efficacité en comblant les lacunes et en éliminant tout double emploi, le PAM a l'intention de prendre au cours des mois à venir plusieurs des mesures pour: i) renforcer les services du Siège chargés de la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que des aspects nutritionnels afin de garantir la rigueur des contrôles et d'assurer une bonne coordination avec les opérations sur le terrain; ii) améliorer les systèmes et les contrôles, y compris en normalisant les tests de qualité des produits alimentaires en laboratoire et en mettant en place des normes de sécurité sanitaire des aliments; iii) élaborer des stratégies d'achat d'aliments de supplémentation prêts à consommer pour les personnes souffrant de malnutrition; iv) dans le cadre de la répartition des tâches concernant la nutrition au sein du système des Nations Unies, améliorer sa capacité d'exécuter ses programmes de manière efficace et efficiente, y compris en mettant au point des modalités de livraison performantes et de dispositifs de suivi et d'évaluation solides; et v) assurer une concertation plus étroite avec les autres organismes des Nations Unies, les partenaires internationaux et les gouvernements pour faire en sorte que ses interventions d'aide alimentaire soient bien coordonnées avec les autres interventions à visée nutritionnelle.
60. À l'issue d'une analyse approfondie, le PAM a décidé de regrouper les services qui s'occupent de la qualité des aliments, de technologie alimentaire ou de nutrition sous la houlette d'une direction dynamique sans que cela ait d'incidence sur les coûts. Pour souligner l'importance de ces questions et attirer le niveau de compétences et d'encadrement exigé, le PAM envisage de confier la direction de ce secteur à un Sous-Secrétaire général, dont le poste sera créé moyennant le reclassement d'un poste vacant de niveau D-2. Le Sous-Secrétaire général chargé de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition, dont la mission consistera à définir et à faire appliquer les normes, aura l'ascendant et le savoir-faire nécessaires pour que chaque intervention alimentaire du PAM satisfasse aux normes les plus élevées de qualité et de sécurité sanitaire et soit aussi nutritive que possible.

Analyse du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes

61. Le Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP) est une réserve créée pour faire apparaître les différences entre les recettes provenant des CAI et les dépenses AAP pour un exercice donné. Dans la mesure où le montant porté au crédit du compte AAP est fixe et où les recettes provenant des CAI varient en fonction de l'ampleur des opérations et des contributions reçues, il peut exister un décalage entre recettes et dépenses AAP.
62. En ce qui concerne ce compte, la prévision pour 2011 présentée au tableau 2 prend en compte le financement des engagements au titre des prestations dues au personnel et des dépenses AAP et allocations ponctuelles approuvées pour l'année 2011.

TABLEAU 2: SOLDE PRÉVISIONNEL DU COMPTE DE PÉRÉQUATION DES DÉPENSES AAP	
	2011
	Compte de péréquation des dépenses AAP
	<i>(en millions de dollars)</i>
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2011	145,4
Recettes provenant des CAI en 2011	223,0
Dépenses approuvées en 2011	-241,4
Total partiel	127,0
Solde des allocations approuvées par le Conseil pour 2011	-37,6
Solde de clôture prévu au 31 décembre 2011	89,4

63. Compte tenu de la projection des ressources pour 2011, des dépenses AAP et des allocations ponctuelles, le solde prévisionnel du Compte de péréquation des dépenses AAP au 31 décembre 2011 s'élève à 89,4 millions de dollars. Le Secrétariat va continuer de surveiller les recettes provenant des CAI et les dépenses AAP pour s'assurer qu'elles sont conformes aux projections.

Point sur les dispositions prises en matière de couverture du risque de change

64. À sa session annuelle de 2008, le Conseil a approuvé une politique de couverture du risque de change de la partie libellée en euros des dépenses AAP⁶; il s'agit notamment d'acquérir le droit d'acheter un montant déterminé d'euros à un taux de change fixe. Ce type de protection peut entraîner des gains ou des pertes sur le plan financier; le Secrétariat n'est pas en mesure de prédire les évolutions du marché mais entend réduire le plus possible le risque de change par une opération de couverture, l'objectif étant de lever l'une des incertitudes qui pèsent sur la planification du budget AAP.
65. En application de la politique en vigueur, le Secrétariat a conclu des accords de couverture pour 2009 portant sur un montant de 4,8 millions d'euros par mois au taux de change moyen de 1 euro=1,44 dollar et, pour 2010-2011, sur un montant de 5,0 millions d'euros à un taux de change moyen de 1 euro=1,41 dollar. Un programme expérimental de couverture du risque de change avait déjà été mis en œuvre pour l'exercice 2006-2007, avec l'achat de 4,1 millions d'euros par mois à un taux de change moyen de 1 euro=1,22 dollar. Au total les gains et pertes enregistrés depuis 2006 se soldent par un léger gain.
66. Conformément à la politique en vigueur, le Secrétariat entend poursuivre la couverture des dépenses libellées en euros pour 2012 et 2013 en concluant des contrats de couverture à partir du milieu de 2011, sur la base du niveau actuel des dépenses AAP libellées en euros.
67. Les nouveaux coûts standard de personnel qui seront utilisés dans le Plan de gestion prendront en compte le taux de change moyen entre l'euro et le dollar des États-Unis fixé par les contrats de couverture. La valeur en dollars des dépenses AAP libellées en euros ne fluctuera donc plus, ce qui facilitera la planification du prochain Plan de gestion.

⁶ Décision 2008/EB.A/7, alinéa i).

POINT SUR LES RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES

68. Dans le Plan de gestion initial pour l'exercice biennal 2010-2011, un montant de 506 millions de dollars était prévu au titre de ressources extrabudgétaires. Ce montant, a été porté à 637,1 millions de dollars, en tenant compte de ressources extrabudgétaires récemment confirmées qui n'avaient pas été prévues; ils se répartit comme suit: 330,7 millions de dollars pour les comptes spéciaux, 293,1 millions de dollars pour les fonds d'affectation spéciale (dont 202,9 millions de dollars pour les fonds constitués pour un pays spécifique et 90,2 millions de dollars pour les fonds à vocation générale) et 13,3 millions de dollars pour les fonds bilatéraux.
69. Sur le montant de 202,9 millions de dollars prévu pour des fonds d'affectation spéciale constitués en faveur d'un pays spécifique, le PAM a reçu 117,6 millions de dollars, soit 58 pour cent; et il a reçu 74,2 millions de dollars, soit 82 pour cent, des 90,2 millions de dollars prévus pour des fonds d'affectation spéciale à vocation générale.
70. Les ressources extrabudgétaires servent à investir en faveur de l'innovation et du renforcement des capacités, notamment chez les partenaires, indispensable pour assurer la concordance avec le Plan stratégique du PAM pour 2008-2013. Les ressources extrabudgétaires reçues à ce jour se chiffrent à 464,6 millions de dollars, soit 73 pour cent du montant révisé des besoins prévus pour 2010-2011.
71. Les comptes spéciaux ont été crédités d'environ 266,1 million de dollars, soit 80 pour cent du montant prévisionnel pour 2010-2011, qui s'établit à 330,7 millions de dollars après révision.
72. Les onze nouveaux fonds d'affectation spéciale créés depuis la quatrième mise à jour du Plan de gestion concernent notamment l'initiative Aide monétaire au service du changement, des partenariats avec le secteur privé pour élaborer et produire des aliments nutritionnels à l'intention des enfants de moins de 2 ans et une mutuelle panafricaine de gestion des risques de catastrophe pour assurer la sécurité alimentaire et faire face au changement climatique.
73. À l'échelle des pays, huit fonds d'affectation spéciale ont été créés pour permettre une programmation conjointe avec des partenaires des Nations Unies en Afghanistan, au Bangladesh, en Éthiopie et en Indonésie dans plusieurs domaines: la sécurité alimentaire, la nutrition, la planification préalable des catastrophes, l'adaptation au changement climatique et la programmation en milieu urbain, ainsi que pour appuyer les initiatives menées au Ghana et en Zambie concernant la sécurité alimentaire, le VIH/sida et l'alimentation scolaire.

**TABLEAU 3: RÉVISION DES PRÉVISIONS CONCERNANT LES RESSOURCES
EXTRABUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2010-2011 (en millions de dollars)**

Plan de gestion initial		Besoins après révision		Augmentation, en pourcentage des montants indiqués dans le Plan de gestion initial
Comptes spéciaux	280,0		330,7	18,1
Fonds d'affectation spéciale	214,0		293,1	37,0
Concernant un pays spécifique	170,7		202,9	18,9
À vocation générale	43,3		90,2	108,4
Fonds bilatéraux	12,0		13,3	10,9
TOTAL	506,0		637,1	25,9

ANNEXE I

MODIFICATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE 2010

MODIFICATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE 2010 (<i>en millions de dollars</i>)						
Pays	Plan de gestion initial	1^{ère} mise à jour	2^{ème} mise à jour	3^{ème} mise à jour	4^{ème} mise à jour	Budget final approuvé
Soudan	858,9	969,4	982,8	967,9	951,5	951,5
Pakistan	75,4	316,2	427,7	816,4	810,1	810,1
Éthiopie	302,7	352,1	618,6	626,4	628,0	628,0
Haïti	97,9	97,9	667,8	633,4	592,3	592,3
Afghanistan	244,9	325,3	356,0	356,0	356,0	356,0
Niger	35,6	33,2	144,3	361,8	349,6	351,1
Somalie	420,3	420,3	420,3	324,0	293,6	293,6
Kenya	245,0	245,8	245,8	277,4	278,9	278,9
Tchad	210,9	208,4	208,4	258,5	258,6	258,6
République démocratique du Congo	189,0	216,8	216,8	198,9	198,7	198,7
Autres	1 925,6	2 015,4	2 109,5	2 093,7	2 132,7	2 128,9
TOTAL	4 606,2	5 200,8	6 398,0	6 914,4	6 850,0	6 847,7

ANNEXE II

ANALYSE DES BESOINS IMPRÉVUS

1. Comme l'indiquait le Plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011, les mises à jour régulières du programme de travail projeté pour 2010-2011 ne prennent en compte que les besoins prévus, à savoir ceux des opérations en cours et ceux de leurs prolongations prévisibles, et ne prévoient pas de provision pour besoins imprévus.
2. Ainsi que l'a demandé le Comité financier de la FAO à sa cent trente-troisième session, on trouvera dans la présente annexe une comparaison entre les montants des plans de gestion approuvés initialement et ceux des programmes de travail définitifs des exercices biennaux antérieurs.
3. Depuis l'approbation du Plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011, le programme de travail du PAM a augmenté de 3,1 milliards de dollars, soit un accroissement de 35 pour cent par rapport au niveau initialement prévu.
4. Le tableau 1 présente le niveau des besoins imprévus par rapport à celui du Plan de gestion initial pour 2010-2011.

TABLEAU 1: HISTORIQUE DES BESOINS IMPRÉVUS				
	Plan de gestion (en millions de dollars)	Besoins imprévus (en millions de dollars)	Montant total définitif du programme de travail (en millions de dollars)	Augmentation (en %)
2002–2003	2 931	2 689	5 620	92
2004–2005	4 784	1 076	5 860	22
2006–2007	6 198	252	6 450	4
2008–2009	5 792	5 987	11 779	103
2010–2011*	8 953	3 102	12 055	35
Moyenne 2002–2011	5 732	2 621	8 353	46

* Hors besoins imprévus de 2011.

ANNEXE III

MODIFICATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE 2011 DEPUIS LA DERNIÈRE MISE À JOUR

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Augmentation	Justification
Panama	Haïti	200110	Opération d'urgence	Assistance alimentaire à la population touchée par le tremblement de terre	21 509 735	Prolongation pour que la fin de l'opération spéciale coïncide avec le démarrage de l'IPSR
Panama	Haïti	108440	IPSR	Assistance alimentaire en faveur des groupes vulnérables exposés à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes naturelles	11 721 064	Examen des besoins opérationnels pour poursuivre les activités démarrées dans le cadre de l'opération d'urgence
Panama	Haïti	200108	Opération spéciale	Augmentation et coordination des moyens relatifs à la logistique et aux télécommunication à l'appui des opérations de secours lancées à la suite du tremblement de terre en Haïti	13 428 226	Prolongation
Panama	Haïti	200109	Opération spéciale	Fourniture de services aériens humanitaires à la suite du tremblement de terre en Haïti	3 737 626	Prolongation
Le Caire	Libye-Tunisie-Égypte	200257	Opération d'urgence	Opération régionale en Afrique du Nord	39 242 964	Interventions en réponse à la situation d'urgence en Afrique du Nord (Égypte et Tunisie) et à la crise humanitaire provoquée par les soulèvements en Libye (nouveaux projets)
Le Caire	Libye-Tunisie-Égypte	200254	Opération d'urgence-préparation aux situations d'urgence	Opération régionale en Afrique du Nord	199 812	
Dakar	Libéria	200225	Opération d'urgence	Assistance alimentaire d'urgence aux réfugiés ivoiriens et à la population hôte vulnérable dans les régions centre-nord et sud-est du Libéria	31 850 478	Fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence aux réfugiés et à la population hôte vulnérable (nouveaux projets)
Dakar	Libéria	200227	Opération d'urgence	Assistance alimentaire d'urgence aux réfugiés ivoiriens et à la population hôte vulnérable	499 826	
Dakar	Libéria	200222	Opération d'urgence-préparation aux situations d'urgence	Activités de préparation à un éventuel afflux de réfugiés ivoiriens	197 929	

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Augmentation	Justification
Soudan	Soudan	200236	Opération spéciale	Construction de routes d'accès au Sud-Soudan	22 893 388	Construction de routes d'accès après le conflit au Sud-Soudan
Bangkok	Pakistan	200181	Opération spéciale	Augmentation et coordination des moyens relatifs à la logistique et aux télécommunications à l'appui de l'intervention menée par la communauté humanitaire à la suite des inondations survenues lors de la mousson	18 067 070	Prolongation, en réponse à la demande de l'équipe chargée des secours humanitaires dans le pays, pour créer trois plates-formes permanentes d'appui à la constitution de stocks et de moyens d'intervention d'urgence
Bangkok	Pakistan	102690	Projet de développement	Programme de pays – Pakistan	3 807 499	Prolongation pour faciliter la transition vers des activités de relèvement rapide dans les zones touchées par les inondations et le conflit
Johannesburg	Éthiopie	104300	Projet de développement	Programme de pays - Éthiopie	14 103 733	Développement des activités Vivres pour l'éducation dans les régions Afar et Somali
Johannesburg	Éthiopie	200231	Opération d'urgence-préparation aux situations d'urgence	Activités de préparation à un afflux de réfugiés soudanais	162 640	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet (nouveau projet)
Johannesburg	Éthiopie	107130	Opération spéciale	Fourniture de services interorganisations de transport de passagers dans la région Somali	119 424	Assurer l'évacuation du personnel humanitaire pour des raisons médicales ou de sécurité
Dakar	Niger	200051	IPSR	Sauver des vies, réduire la malnutrition et protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables	14 787 072	Contribuer à la réduction de la malnutrition à long terme, en rétablissant les moyens de subsistance détruits par la crise de 2010 et en renforçant les moyens nationaux
Bangkok	Sri Lanka	200239	Opération d'urgence	Aide alimentaire et activités de relèvement rapide en faveur de la population touchée par les inondations dans l'est du pays	8 869 131	Prolongation
Bangkok	Sri Lanka	106070	Projet de développement	Soutien à l'amélioration du programme de santé et de la nutrition maternelles et infantiles	2 290 637	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Sri Lanka	200233	Opération d'urgence-secours immédiats	Assistance alimentaire en faveur de la population touchée par les inondations au Sri Lanka	496 965	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Sri Lanka	105390	Opération spéciale	Augmentation de la capacité de planification préalable en matière de logistique	387 394	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Augmentation	Justification
Bangkok	Afghanistan	200063	IPSR	Secours et assistance alimentaires pour combattre l'insécurité alimentaire	8 230 401	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Afghanistan	200092	Opération spéciale	Fourniture de services aériens communs d'aide humanitaire aux organismes des Nations Unies, aux ONG et aux partenaires en Afghanistan	2 507 435	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Le Caire	Iraq	200035	IPSR	Appui aux groupes vulnérables	10 047 905	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Philippines	200131	IPSR	Assistance aux personnes déplacées, aux rapatriés et autres ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les zones du Mindanao central touchées par des conflits	9 018 746	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Philippines	200241	Opération d'urgence-secours immédiats	Assistance immédiate aux populations touchées par les inondations dans le sud du Luzon et dans le Mindanao	500 000	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Mali	105830	Projet de développement	Programme de pays - Mali	9 074 008	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Le Caire	République arabe syrienne	200042	Opération d'urgence	Assistance aux victimes de la sécheresse	16 531 316	Prolongation
Panama	Honduras	105380	Projet de développement	Programme de pays - Honduras	7 028 556	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Côte d'Ivoire	200255	Opération d'urgence	Aide d'urgence en faveur des populations déplacées à la suite de la crise politique en Côte d'Ivoire	16 088 168	Aide alimentaire d'urgence en faveur de personnes déplacées (nouveau projet)
Johannesburg	Zambie	105940	IPSR	Assistance aux victimes des inondations	3 864 111	Prolongation
Johannesburg	Zambie	104470	Projet de développement	Programme de pays - Zambie	3 205 607	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	Malawi	105810	Projet de développement	Orientation stratégique du projet de développement du PAM: l'appui à l'éducation	5 370 586	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Augmentation	Justification
Dakar	Sénégal - Bureau régional	200234	Opération spéciale	Augmentation des services logistiques et de télécommunication à l'appui des opérations d'urgence et des IPSR du PAM en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins	4 859 006	Prolongation
Dakar	Sénégal - Bureau régional	200258	Opération d'urgence-préparation aux situations d'urgence	Flambée des prix des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest	193 142	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet (nouveau projet)
Le Caire	Libye	200261	Opération spéciale	Augmentation et coordination des services logistiques et de télécommunication pour faire face à la crise libyenne	4 069 715	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet (nouveau projet)
Le Caire	Libye	200259	Opération d'urgence-secours immédiats	Assistance aux personnes déplacées en raison des violences en Lybie	499 328	Situation d'urgence en Afrique du Nord (nouveau projet)
Dakar	Bénin	200217	Opération d'urgence	Assistance d'urgence aux populations touchées par les inondations	4 478 756	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Panama	Bolivie	108360	IPSR	Relèvement à l'intention des ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des catastrophes naturelles à répétition	2 954 974	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Guinée	105530	IPSR	Transition au lendemain du conflit dans la région de Guinée-Forestière	2 882 164	Prolongation
Le Caire	Tadjikistan	200120	Projet de développement	Appui à l'accès à l'éducation des enfants vulnérables	2 270 381	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	République populaire démocratique de Corée	200114	IPSR	Appui à la nutrition maternelle et infantile	2 000 064	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Burkina Faso	200196	Opération d'urgence	Remise en état des moyens de subsistance endommagés lors des inondations	1 832 211	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	Kenya	106680	Projet de développement	Programme de pays - Kenya	1 741 431	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	Kenya	102583	IPSR	Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais	114 307	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Augmentation	Justification
Johannesburg	République du Congo	200095	Opération d'urgence	Aide alimentaire en faveur des Congolais déplacés dans la province de Likouala	4 379 833	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	République du Congo	103121	IPSR	Assistance aux populations affectées par les conflits et la pauvreté	6 033 715	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Bangkok	Indonésie	100692	IPSR	Aide au redressement et à la récupération nutritionnelle	1 624 818	Prolongation
Autres					9 400 000	24 projets pour lesquels l'augmentation est inférieure à 1 million de dollars

Bureau régional	Pays	Projet	Catégorie d'activité	Nom du projet	Baisse depuis la 4 ^{ème} mise à jour	Justification
Soudan	Soudan	200151	Opération d'urgence	Assistance alimentaire aux populations vulnérables touchées par le conflit et des catastrophes naturelles récurrentes	(109 754 864)	Bonnes récoltes et amélioration de la sécurité alimentaire en résultant
Johannesburg	Rwanda	106770	Projet de développement	Aide alimentaire à l'appui de l'éducation	(11 336)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	République du Congo	200147	IPSR	Assistance en faveur des réfugiés congolais provenant de RDC et des enfants des communautés hôtes, y compris les populations autochtones de la province de Likouala	(8 641 554)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Le Caire	République arabe syrienne	200041	IPSR	Interventions prolongées de secours et de redressement dans le nord-est du pays	(6 871 472)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Côte d'Ivoire	107590	Projet de développement	Appui à la pérennisation des cantines scolaires	(4 446 185)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Côte d'Ivoire	200188	Projet de développement	Nutrition	(4 890 498)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	Ouganda	101213	IPSR	Activités prolongées de secours en faveur des personnes déplacées et des réfugiés	(4 646 011)	Amélioration des disponibilités alimentaires et de l'accessibilité pour la plupart des ménages de la région de Karamoja
Dakar	République centrafricaine	200191	Projet de développement	Activités concernant le VIH	(3 982 173)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Guinée Bissau	106090	IPSR	Activités de secours et de redressement consécutives au conflit en Guinée-Bissau	(3 698 946)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Dakar	Togo	200194	Projet de développement	Promotion du développement social moyennant l'appui à l'éducation de base dans les régions du nord du pays	(2 002 936)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Johannesburg	Zambie	200070	IPSR	Assistance alimentaire aux réfugiés	(1 657 159)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Le Caire	Arménie	100532	IPSR	Aide de secours et de redressement aux groupes vulnérables	(1 501 134)	Alignement des besoins opérationnels sur les budgets du projet
Autres					(4 382 248)	12 projets pour lesquels la baisse est inférieure à 1 million de dollars
TOTAL					192 686 781	

ANNEXE IV

GLOSSAIRE

Dans la mesure du possible, on a utilisé dans le présent document la terminologie budgétaire communément utilisée par le système des Nations Unies. Dans certains cas toutefois, des termes et définitions financiers et budgétaires spécifiques au PAM ont également été employés.

Coûts d'appui indirects: coûts afférents à l'appui de l'exécution de projets et d'activités mais qui n'ont pas directement trait à leur mise en œuvre.

Coûts opérationnels: coûts des produits, coûts de transport maritime et frais connexes, coûts de TTEM et de tout autre apport fourni par le PAM aux bénéficiaires, au gouvernement du pays bénéficiaire ou à d'autres partenaires coopérants.

Indice PAM des prix du pétrole brut: Le PAM suit l'évolution des prix du pétrole à l'aide d'un indice calculé à partir des contrats à terme de Brent.

Indice PAM des prix des céréales: indice portant sur quatre céréales (blé, maïs, sorgho et riz), calculé à compter du 1^{er} juin 2007, ou de toute autre date requise, dans le but de faire apparaître les effets de l'évolution des prix sur le coût des céréales pour le PAM.

Mécanisme d'achat anticipé: Il s'agit d'une composante du mécanisme de financement anticipé dont l'objectif est d'accélérer la livraison des denrées aux bénéficiaires et de tirer parti de la conjoncture du marché lorsque celle-ci est favorable.

Mécanisme de financement anticipé: dispositif de préfinancement interne du PAM ayant deux objectifs principaux: i) optimiser l'utilisation des ressources destinées aux projets; ii) améliorer la disponibilité des produits alimentaires en temps voulu. Ce mécanisme permet aux bureaux extérieurs d'avoir accès à des fonds en attendant la confirmation des contributions prévues.

Programme de travail: instrument utilisé pour mobiliser des ressources sur la base d'une évaluation des besoins effectuée en collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires. Le PAM participe aux évaluations conjointes menées avec des organismes des Nations Unies, les partenaires et les donateurs.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
CAI	coût d'appui indirect
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement